

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 37 (2010)
Heft: 2

Artikel: Le Président de l'Union Suisse des Paysans Hansjörg Walter : "Être assis au volant de mon tracteur est pour moi un moment de détente"
Autor: Eckert, Heinz / Walter, Hansjörg
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-913049>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.12.2025

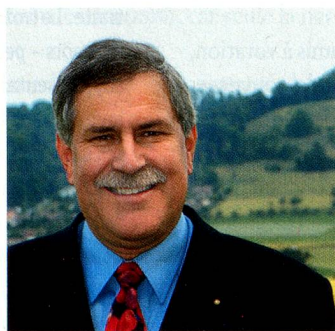
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Être assis au volant de mon tracteur est pour moi un moment de détente»

Hansjörg Walter est agriculteur, conseiller national et président de l'Union Suisse des Paysans. Il y a deux ans, il a failli être élu à la succession de Samuel Schmid au Conseil fédéral. Selon lui, des temps difficiles s'annoncent pour les agriculteurs. L'OMC et l'éventualité d'un accord de libre-échange agricole avec l'UE lui donnent du fil à retordre. A l'avenir, l'aide de l'État sera indispensable. Et d'ajouter: «En Europe, aucune agriculture n'est indépendante de l'État.» Interview Heinz Eckert

REVUE SUISSE: *Vous êtes depuis 2001 président de l'Union Suisse des Paysans. Comment l'agriculture suisse a-t-elle évolué depuis?*

HANSJÖRG WALTER: La décennie qui vient de s'écouler a été plutôt mouvementée pour les agriculteurs suisses. Nous avons vécu deux réformes agraires et le nombre d'exploitations agricoles a baissé de 20%, passant aujourd'hui à 60 000. Parallèlement à ces ajustements structurels, le monde paysan a évolué: l'agriculture d'aujourd'hui est plus écologique, respectueuse des animaux, entrepreneuriale et spécialisée.



Après l'obtention de son examen de maîtrise agricole, Hansjörg Walter a repris à 34 ans l'exploitation de son père à Wängi, en Thurgovie. Âgé de 59 ans, Hansjörg Walter possède aujourd'hui une exploitation de 32 hectares, dont 12 cultivés, 36 vaches laitières, 57 arbres fruitiers et 2 moissonneuses-batteuses pour des tâches rémunérées à façon. De 1992 à 1999, Walter a siégé au conseil cantonal de Thurgovie et depuis, il siège au Conseil national en tant que membre de l'UDC. Hansjörg Walter est président de l'Union Suisse des Paysans depuis 2001. En décembre 2008, il a failli être élu au gouvernement à la succession du conseiller national Samuel Schmid. Il est marié, a deux grandes filles et un fils.

La concurrence internationale est-elle la plus grande menace pour l'agriculture suisse?

Oui, de plus en plus perméables, nos frontières nous protègent moins contre la forte concurrence internationale. Par ailleurs, on voit poindre d'autres projets: ainsi, la suppression des droits de douane prévue par le traité de l'OMC frapperait durement la Suisse et réduirait de manière dramatique le revenu des foyers agricoles.

Cette mutation structurelle se poursuit-elle? Le nombre d'exploitations agricoles va-t-il encore diminuer?

Oui, cette mutation structurelle devrait se poursuivre. Dans quelle mesure? Cela dépend des évolutions politiques et de la conjoncture en général. Si les autres secteurs économiques ont de forts besoins en main d'œuvre, la diminution sera d'autant plus importante. Ces 5 prochaines années,

cette baisse devrait se monter à 2 à 3% en moyenne par an, et davantage en cas de signature de l'accord de libre-échange agricole avec l'UE, véritable épée de Damoclès pour les paysans suisses. Cette évolution affectera également le fonctionnement interne des exploitations, qui se spécialiseront et rationaliseront leurs processus de travail.

Concrètement, que signifierait un accord de libre-échange agricole avec l'UE pour l'agriculture suisse?

Depuis juillet 2007, le marché du fromage est entièrement soumis aux lois du libre-échange

avec l'UE. Nous n'avons plus ni droits de douane ni restrictions à l'importation et à l'exportation. Et les chiffres font état depuis d'un bilan plutôt négatif. Ainsi, les importations de fromage ont diminué de 8% alors que les exportations ont progressé de 2% seulement. Le fromage importé de l'UE a essentiellement profité à l'industrie alimentaire où il entre dans la fabrication de pizzas ou de fromages à pâte cuite. Une libéralisation totale du marché agricole abaisserait les prix de l'agriculture suisse au niveau de ceux de l'agriculture des pays de l'UE, sans pour autant baisser nos coûts de production qui, tous secteurs confondus, sont plus élevés que ceux des agriculteurs de ces pays.

Et qu'envisage le Conseil fédéral?

Le Conseil fédéral essaie de nous amadouer en nous faisant miroiter des mesures d'accompagnement d'un montant initial de

plusieurs milliards de francs. Mais personne ne sait comment l'État entend financer cette enveloppe ni quelles mesures concrètes doivent venir à l'aide des exploitations. Pour éviter une disparition massive de la paysannerie, l'État doit soutenir fortement l'agriculture suisse. Le commerce et l'industrie ont eux aussi déjà manifesté une certaine convoitise.

Vous êtes donc un opposant à l'UE?

Je ne m'oppose pas à l'UE mais à l'intégration globale d'un seul secteur économique. Comment cela peut-il fonctionner alors que nos coûts ne baissent pas dans les mêmes proportions que les prix? Cet accord ne présente pour moi que des inconvénients.

La Suisse a-t-elle besoin de son agriculture?

En théorie, la population suisse qui, avec ses quelque 8 millions d'habitants, correspond à une grosse agglomération européenne, pourrait se satisfaire de biens alimentaires importés. Mais qui alors veillera à la sauvegarde du paysage et à sa protection contre la progression de la forêt? Par ailleurs, en vertu de la constitution, l'agriculture est un service universel qui rend obligatoire la fourniture de biens agricoles à la population suisse. Compte tenu de la progression de la faim dans le monde et des ressources limitées, on peut également se demander s'il est judicieux de mettre un terme à une production agricole efficace. Nous serions exposés de plein fouet, pour le meilleur et pour le pire, aux contingences du marché mondial. Ces dernières peuvent rapidement évoluer, comme l'a montré l'explosion des prix en 2008 qui nous a rendus compétitifs.

En permanence, des voix s'élèvent pour demander que l'agriculture fonctionne selon les critères de l'économie de marché. Est-ce possible?

Que l'agriculture adopte les principes de l'économie de marché, oui, mais qu'elle soit

compétitive à l'échelle internationale, certainement pas. À l'exception de l'agriculture de la Nouvelle-Zélande, toutes les agricultures du monde sont soutenues par l'État. Les agriculteurs néozélandais bénéficient de conditions structurelles et climatiques très spécifiques, que l'on ne retrouve nulle part ailleurs. Comparativement à d'autres pays, la Suisse a un faible taux d'autosuffisance (58%), qui fait d'elle un importateur net de biens alimentaires, le premier au monde par habitant.

A combien s'élèvent les subventions annuelles versées par l'État à l'agriculture?

Nous parlons aujourd'hui de paiements directs, qui correspondent à une compensation versée pour les prestations d'intérêt général fournies. Chaque année, 3,2 milliards de francs sont versés à l'agriculture, dont 2,5 milliards sont des paiements directs, 500 millions des mesures de soutien du marché, le reste correspondant à des aides à l'investissement pour les chantiers dans les zones montagneuses ou des prêts sans intérêt de l'État. Il ne faut pas oublier que les paiements directs sont toujours assortis d'un grand nombre d'obligations, notamment de type écologique. Ainsi, la fertilisation, la rotation des cultures, la protection des sols, la protection phytosanitaire et une part minimale de surfaces compensatrices et écologiques sont obligatoires. L'aide est versée quelle que soit la culture choisie. Les paiements directs compensent les prestations des familles d'agriculteurs, telles que la sauvegarde du paysage ou la protection des ressources naturelles. Le fait que ces paiements ne soient pas couplés aux produits mais, notamment, à la surface n'affecte en rien le marché.

La production laitière suisse continue pourtant d'être excédentaire.

C'est exact. Il y a un an, la Suisse était le premier pays d'Europe à avoir supprimé le contingentement laitier en vue de gagner en compétitivité. Depuis, le prix du lait a fortement baissé. Et pour compenser les baisses de revenus, les agriculteurs produisent plus, ce qui alimente la baisse des prix. C'est un cercle vicieux. Aujourd'hui, nous nous efforçons de rétablir l'équilibre du marché. En ce sens, nous avons créé l'Interprofession Suisse de la filière lait au début de l'été 2009. La Suisse compte aujourd'hui près de 26 000 producteurs de laits, contre le dou-

ble il y a 20 ans. Mais comme la production laitière par exploitation a doublé depuis, nous produisons autant de lait qu'à l'époque.

Les agriculteurs suisses doivent-ils se diversifier davantage et modifier leurs offres?

L'agritourisme et la vente directe à la ferme sont-ils une réponse possible?

En matière d'agriculture, il n'existe pas de solution miracle. Ainsi, les exploitations à proximité de grosses agglomérations peuvent se diversifier beaucoup plus facilement que les autres. Quel intérêt en effet d'opter pour la culture de fleurs ou la vente directe à la ferme lorsque la clientèle n'existe pas? L'important, c'est que les exploitations se spécialisent davantage. Les agriculteurs se sont beaucoup mobilisés ces dernières années. Il suffit de voir le développement des magasins de vente directe, des élevages d'animaux exotiques tels qu'autruches, buffons ou lamas ou encore de la culture de plantes aromatiques.

L'agriculture suisse est-elle performante?

Nos produits agricoles répondent aux exigences et aux normes écologiques les plus élevées en matière de production et de respect des animaux. Cela honore le consommateur suisse, qui souhaite une qualité irréprochable même s'il peut se laisser impressionner par les prix bon marché. Il faut sans cesse lui prouver qu'il doit dépenser beaucoup moins pour son alimentation aujourd'hui qu'il y a 30 ans. La part des dépenses en biens alimentaires est ainsi passée de 30% des dépenses générales d'un foyer à seulement 7%. Et ce, malgré la hausse constante des exigences posées à la production.

Et quel est le moral des agriculteurs, dans l'ensemble?

Les agriculteurs suisses sont victimes de réformes constantes et d'une forte

pression due à la libéralisation du marché. Mais le monde agricole présente de forts contrastes, liés notamment à la taille de l'exploitation, au nombre de membres de la famille pouvant participer aux tâches, à l'emplacement de l'exploitation et à la qualité de ses terres. Certaines exploitations se portent bien, d'autres mal. Pour avoir une idée du bien-être individuel, il faut également savoir si la charge de travail est supportable, si le salaire est comparable à celui d'un employé et si le temps consacré au travail permet à un agriculteur d'avoir une vie sociale et de prendre de temps à autre quelques jours de congé ou de partir en vacances. Le revenu moyen d'un agriculteur est aujourd'hui de 40 000 francs par an, soit beaucoup moins que le revenu moyen dans un secteur comparable.

Quelle place continuez-vous d'accorder aujourd'hui à l'agriculture?

Je consacre un tiers de mon temps à la politique, un tiers à ma fonction de Président de l'Union Suisse des Paysans et un tiers à l'agriculture. Mon activité agricole est pour moi une excellente source d'équilibre. Mon plus grand moment de détente? Lorsque je suis assis au volant de mon tracteur. Je suis également aidé par ma famille, notamment mon épouse Madeleine, un employé et un apprenti.

Publicité

Un cadeau de la part des paysannes suisses

Meilleures salutations du pays avec 27 recettes provenant de tous les cantons suisses. Un petit livre pour vous et vos amis. Commandé en petites quantités, le livre est gratuit. En allemand, français, anglais ou italien sous www.lid.ch/shop



Information et Communication agricole LID
Weststrasse 10, CH-3000 Berne 6
Tél. +41 31 359 59 77, Fax +41 31 359 59 79
www.lid.ch, info@lid.ch